

LES POLITIQUES DE LA RUPTURE
ET DE LA RICHESSE
POUR TOUS LES CITOYENS

Daniel Ngassiki

Les politiques de la rupture et de la richesse pour tous les citoyens

Politique

Ce livre a été publié sur www.bookelis.com

ISBN : 979-10-227-8319-4

© Bomoto Dignité Humaine

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.
L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

À Brilliantina comme figure des générations futures

1

INTRODUCTION : DISCOURS SUR LA RUPTURE POUR L’AFFRANCHISSEMENT DES PAUVRES

La finance n’est pas l’ennemie des pauvres ; elle est seulement l’ennemie de la pauvreté ; elle est au service de ceux qui veulent s’enrichir en se servant d’elle avec ingéniosité. Quand on dit à un riche comment devenir plus riche, il cesse de dormir tant qu’il n’a pas essayé ou évalué la recette proposée. Quand on dit de même à un pauvre comment devenir riche, il n’y croit pas et va mettre fin à la conversation en tournant les talons, croyant qu’on se moque de lui ; alors que c’est lui qui ne s’ouvre pas aux potentialités et aux prodiges de la science.

C’est parce que nous connaissons assez la finance que nous pouvons nous prononcer sur l’action de tout gouvernement pour dire que l’État n’a pas les moyens d’éliminer la pauvreté et les inégalités en passant par les dépenses sociales publiques beaucoup trop limitées dans leur envergure et beaucoup trop budgétivores. Les dépenses publiques sont une solution inefficace et bientôt obsolète dans la lutte contre la pauvreté ; parce que, par bonheur, l’État a les moyens de vaincre la pauvreté et les inégalités économiques et sociales sans passer par les dépenses publiques. Mais seulement en améliorant la valeur financière de l’État par une gestion publique rigoureuse et en mobilisant les prodiges de la science option finance en vue de réaliser la richesse pour tous les citoyens, devenue scientifiquement tout à fait réalisable.

La recette permettant au gouvernement d'éliminer la pauvreté sans passer par les dépenses publiques a été découverte et baptisée par nous *l'infinitique inclusive*¹, nouvelle science politique, mathématique et financière, montrant comment théoriquement et concrètement le gouvernement peut à volonté réaliser la richesse pour tous les citoyennes et citoyens. Cela consisterait à proclamer par la loi souveraine que l'État appartient à tous les citoyens, hommes, femmes et enfants sans condition ni quelconque exclusion ; puis de créer, organiser et distribuer hors budget, gratuitement, les actions de l'État à tous les citoyennes et citoyens, leur permettant ainsi d'accéder tous à la propriété en capital, sans laquelle on ne peut véritablement être sauvé de la pauvreté et des inégalités, en régime capitaliste.

Autrement dit, le salut au ^{xxi}e siècle consiste à faire de l'État une société anonyme souveraine ayant les citoyen-ne-s comme actionnaires primaires, de la même manière qu'ils sont déjà proclamés souverains primaires, en régime démocratique. Techniquement, cela est réalisable, selon la même pratique déjà très bien connue dans le secteur privé, portant sur la distribution des actions gratuites aux anciens actionnaires d'une entreprise déjà existante (notamment en cas d'incorporation des réserves, ou d'émission d'actions sans valeur nominale²). Comme l'État existe déjà, reste à distribuer ses actions à ses actionnaires que sont tous les citoyennes et citoyens. Cela étant réalisable, cela sera alors réalisé, selon la règle

1 – Daniel Ngassiki, *L'économie aux canons de l'infinitique inclusive. L'invention d'un capitalisme sans pauvreté ni inégalités fondamentales au moyen de l'introduction de l'Etat en bourse*, Ed. Karthala, Paris, 2016, 272 p.

2 – Il est suffisant de déterminer le capital-actions pour le nombre indéterminé des actions à émettre sans valeur nominale ; la valeur nominale n'a pas d'importance, puisque la valeur de chaque action est fixée par le marché. Pratique courante au Canada, la loi précisant les catégories (et privilèges) de ce types d'actions. Depuis mars 2014, Hong Kong a généralisé les actions sans valeur nominale pour toutes les sociétés par actions, suivant le décret « *new Hong Kong Companies Ordinance Cap. 622 ("new CO") which abolishes par value* ».

de Dennis Gabor, prix Nobel de physique 1971, qui proclamait, nous citons : « Tout ce qui est (techniquement) réalisable sera réalisé³. » Il faut dire que l'argent de l'État appartient au peuple. Pas seulement l'argent, mais l'État lui-même. L'État, au XXI^e siècle est à concevoir comme une société anonyme appartenant à tous les citoyens, de la même manière qu'une entreprise privée appartient aux membres d'une famille ou de plusieurs familles détenteurs de ses actions. Ainsi les citoyens seront tous dans le statut d'actionnaires au moins de l'État, sans un seul citoyen ou une seule citoyenne privé(e) de ce statut, qui est très privilégié dans le système capitaliste. Éliminer la pauvreté, c'est éliminer le statut de prolétaire absolu, privé de tout titre de propriété en capital valorisé sur les marchés et par les marchés. Pour cela, chacun peut et a le droit souverain en démocratie de devenir actionnaire de l'État.

L'élimination de la pauvreté, des inégalités de masse, ou du statut des « pauvres » soumis à toutes sortes d'inégalités et de privations économiques, sera réalisée, dans le cadre de l'évolution de nos sociétés et des lois qui régissent les rapports entre les hommes entre eux, et entre eux et les choses naturelles ou artificielles, matérielles ou immatérielles. Parce qu'il y a forcément une solution réalisable pour vaincre la pauvreté et les inégalités excessives créées par les hommes. Parce que les hommes ne sont pas capables de créer un problème de société qui n'ait de solution à la portée de leur créativité. Aussi, les antidotes contre les fléaux sociaux, que sont la pauvreté et les inégalités économiques excessives, seront bel et bien inventés. Nous avons en cela la même conception que Victor Hugo et Mandela qui ont eu à déclarer l'un et l'autre ce qui suit.

Victor Hugo (1802-1885) : « Je suis de ceux qui pensent et affirment qu'on peut détruire la misère. Remarquez-le

3 – Jean-Luc Dagut, 2015, Citations d'économie, Studyrama, p. 26.

bien, messieurs, je ne dis pas diminuer, amoindrir, limiter, circonscrire, je dis détruire. Les législateurs et les gouvernants doivent y songer sans cesse ; car, en pareille matière, tant que le possible n'est pas fait, le devoir n'est pas rempli⁴. » (Le 9 juillet 1849, devant l'Assemblée nationale législative française.)

Nelson Mandela (1918-2013) : « La pauvreté, comme l'esclavage ou l'apartheid, n'est pas naturelle. Ce sont les hommes qui la créent et la tolèrent, et ce sont les hommes qui la vaincront... Tant que la pauvreté persistera, il ne saurait y avoir de véritable liberté⁵. »

Les pauvres seront affranchis, émancipés, libérés ou sauvés pour bénéficier du droit à la richesse notamment financière, comme l'ont été les esclaves et les victimes de l'apartheid vis-à-vis du droit à la liberté, par une politique d'élévation des performances publiques y compris la réalisation de la richesse pour tous les citoyens, inscrite dans les profondeurs du régime démocratique et des prodiges de la science.

Car, la démocratie n'a pas mis le pouvoir souverain entre les mains des citoyens ordinaires, en politique, pour se contenter ensuite de leur misère perpétuelle sur le plan économique. La démocratie ne se contentera même pas de ces miettes que constituent les minima sociaux. On ne peut nourrir les « souverains » (primaires) que sont les citoyennes et les citoyens avec des miettes que sont les minima sociaux, et croire que les souverains vont s'en contenter, même avec des excuses politiques et économiques conservatrices.

Pour sa part, la finance comme science est si créative, guidée par les mathématiques, qu'elle saura inventer des solutions de

4 – Victor Hugo (1849), *Détruire la misère*, sur www.assemble-nationale/.../VictorHugo

5 – Le Monde du 09.12.2013 « Mandela, l'universel ».

richesse pour tous les citoyens, lorsque cela deviendra une problématique majeure, en alliance avec les progrès de la politique. Si vous demandez à la finance d'inventer une solution permettant d'enrichir tous les citoyens, en tant que science, la finance fournira une bonne réponse (ce qui est l'objet de « l'infinétique inclusive » en tant que science politique, mathématique et financière de la richesse pour tous).

C'est par l'évolution des idées que changent les lois, les statuts humains, les politiques gouvernementales et les sociétés. Ce ne sont pas toujours les réalités authentiques qui sont en cause, mais seulement les conceptions politiques à leur sujet, en relation avec l'évolution économique et culturelle de la société. Par exemple, des hommes ont pu être traités en masse comme des esclaves privés de tout droit, rangés dans le statut économique des « outils vivants », ou dans le même statut politique que les « animaux domestiques », dans les conceptions politiques anciennes, quasiment en vigueur jusqu'au XIX^e siècle. Il est évident que ce n'est pas la nature véritable des hommes qui était en cause, mais seulement les conceptions et les lois adoptées en société. Ces hommes (en nature) qui ont été traités en masse comme des esclaves, en régime esclavagiste, ont pu devenir plus tard des souverains primaires, en régime démocratique, en relation avec l'évolution des idées et des lois admises par la société.

Nous pensons que, pour une large part, la pauvreté et les inégalités ont aussi la même source, à savoir, les idées, les conceptions et les lois en vigueur. En positif, cela veut dire que s'il y a des lois qui ont permis l'esclavage, il y a donc aussi des lois qui peuvent à l'inverse engendrer la liberté puis la richesse pour tous, sans préjudice pour ceux qui sont déjà libres et riches, sous réserve de découvrir ces lois, de les instituer et de les appliquer. En d'autres termes, il s'agit de découvrir et d'instituer des lois qui pourraient affranchir les pauvres de la même manière qu'hier les esclaves, en

fonction de l'évolution des idées et des conceptions politiques à renouveler. Pour le passé, la situation est bien rapportée :

« Dans la civilisation répandue par Rome parmi les provinces qu'elle avait conquises, aussi bien que dans celles des peuples indigènes soumis ou des tribus germaniques qui envahirent l'Empire au début du Moyen Âge, une distinction juridique fondamentale séparait les hommes en deux catégories : les libres et les esclaves. Les premiers relevaient de la loi et des institutions publiques. Les seconds étaient la propriété privée d'un maître. Démunis de tout droit, ils apparaissaient comme des outils vivants dont le possesseur pouvait se servir à sa guise jusqu'à ce qu'ils devinssent hors d'usage. Ce n'étaient pas des personnes, mais des biens mobiliers, au même titre que les animaux domestiques ; ils étaient, de fait, traités comme ceux-ci. À la ville et dans les campagnes, dans les ateliers, sur les navires, aux champs, les esclaves des deux sexes exclus du peuple figuraient parmi les instruments de production⁶. »

Et cela était normal dans les conceptions politiques en vigueur à l'époque, durant des siècles. Cela ne choquait personne, nous osons dire, comme aujourd'hui l'existence et le statut des pauvres et des démunis ne choquent pas le commun des mortels, même quand il les plaint. Le commun des mortels croit sans doute que les gens sont plus ou moins riches ou pauvres au mérite, par nature, pour les riches, et pour les pauvres par leur faute sinon par fatalité ; sans identifier ni prendre conscience des lois qui entretiennent la pauvreté, de celles qui permettent aux riches de s'enrichir toujours plus même pendant leur sommeil, ou de celles qui pourraient conduire à la richesse pour tous les citoyens. Hier, des gens étaient en masse privés de liberté. Cela paraissait normal. Comme

6 – Encyclopaedia universalis, édition clé Usb 2018, article « De l'esclavage au servage ».

aujourd'hui, il y a des gens en masse privés de capital (notamment financier) et de revenus du capital, ployant sous le joug de la pauvreté, de la précarité et des inégalités. Hier, il fallait payer pour être libre (comme Platon le célèbre philosophe, qui fut capturé, vendu comme esclave, avant que son ami ne vînt financièrement à son secours pour l'affranchir⁷). De même, pour pouvoir voter : le droit de vote était « censitaire », autrement dit payant, non pas gratuit et universel comme de nos jours. Si l'on avait pris l'option de passer uniquement par le paiement des droits d'affranchissement pour chaque esclave, pour atteindre la fin de l'esclavage, plutôt que de l'abolir souverainement et de proclamer la liberté pour tous, sans frais pour le gouvernement, le résultat serait aujourd'hui encore bien maigre. Comme est maigre aujourd'hui, le nombre de personnes riches, puisque l'on croit encore que pour acquérir légalement du capital (notamment financier), il faut payer sinon hériter (sous le voile d'ignorance jeté sur le mode initial d'acquisition du capital par ses ascendants).

Pour éliminer efficacement l'esclavage, il a donc fallu passer par des lois d'affranchissement général, en accordant la liberté de manière universelle, sans attendre les seuls effets de l'affranchissement individuel payant. Tant mieux pour ceux qui ont pu payer leur titre d'affranchissement ; mais cela était insuffisant pour atteindre l'accès universel à la liberté individuelle formelle. En matière de droits citoyens, les solutions payantes (comme les autoroutes et les grandes écoles privées) ne sont normales que du moment qu'existent des solutions communes de base ouvertes à tous (comme les routes nationales ou départementales non payantes, ou les écoles et universités publiques). Un droit qui passe uniquement par l'obligation de payer de l'argent est un droit restreint qui exclue. Faire payer, sans possibilité basique d'accès gratuit, c'est

7 – Biographie détaillée : vie de Platon sur www.lesphilosophes.fr (consulté le 12 février 2018).

exclure et punir les plus démunis qui le sont parfois devenus sous le coup des hasards de la vie ou de la maladie. Qu'il s'agisse du droit à la liberté, du droit au vote ou du droit envisageable à la richesse pour tous dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et les inégalités, payer pour y accéder c'est exclure et ne pourrait suffire. Pour la justice, s'il est normal de devenir riche par héritage, par investissement personnel ou par la loterie, la société gagnerait à créer une passerelle basique d'accès à la richesse pour tous, du moment que cela serait possible à établir scientifiquement, légalement, concrètement et démocratiquement.

Pour le progrès de la société, pensez-vous qu'il faille uniquement passer par le paiement en argent ou la qualification (formation, investissement) individuelle des personnes concernées, attendre qu'elles soient toutes capables de payer individuellement des titres d'accès à de nouveaux droits, ou plutôt simplement passer par des lois d'affranchissement, ou d'émancipation, ou de dotation universelle ? Faire évoluer les idées politiques et les lois en vigueur dans la société, en proclamant et en promulguant souverainement des lois accordant de nouveaux droits, sans préjudice pour ceux qui en sont déjà nantis, voilà ce que nous proposons de réaliser pour faire évoluer les sociétés, en particulier dans la perspective de la richesse pour tous.

En tout état de cause, l'histoire montre que les mêmes hommes en nature, qui furent traités comme des esclaves, par exemple, sont devenus des souverains primaires dans le cadre du régime démocratique à partir du ^{xx}e siècle. Entre les deux statuts politiques appliqués aux mêmes hommes, il y a les idées, les conceptions politiques et les lois qui ont progressivement changé, sous l'effet, notamment, de la philosophie des Lumières et des révoltes populaires type révolution de 1789 ayant produit la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen⁸ et, plus proche de notre génération,

8 – « *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* » sur Legifrance.gouv.fr

la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée à Paris le 10 décembre 1948 par les 58 États membres qui constituaient alors l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies⁹.

Sur ce fond d'évolution des idées, progressivement, sous la pression populaire, ex nihilo, par la loi, l'esclavage fut aboli ; ensuite, le droit de vote est devenu universel pour les hommes, puis pour les femmes (en France, seulement à partir de 1944 !) ; ensuite, la souveraineté populaire fut instituée dans le cadre du régime démocratique. Ainsi, en politique, les exclus d'hier sont progressivement devenus des souverains primaires de plein exercice en droit, sans passer par des dépenses en argent pour l'État quand il s'est résolu à accorder de nouveaux droits politiques (droit à la liberté, droit de vote) à tous les citoyens.

Il reste, autant que possible, à insuffler la même évolution en économie, du moins, en finance, en vue de l'accès universel à la propriété, pour vaincre la pauvreté, après la liberté, le droit de vote et la souveraineté populaire, dans la marche vers plus de performances économiques et sociales dans nos sociétés. La lutte contre la pauvreté et les inégalités, nous disons la perspective de la richesse pour tous, n'est que la suite logique de la lutte pour la liberté.

L'objectif de ce livre est de contribuer à la définition des politiques de rupture visant l'accomplissement de performances admirables pour toute la nation et pour tous les citoyennes et citoyens, en Afrique comme ailleurs, contre les pratiques infructueuses du passé, notamment dans la perspective de la richesse pour tous ; celle-ci correspondant à un affranchissement général vis-à-vis de la pauvreté, de la précarité et des inégalités économiques excessives dans nos sociétés.

9 – « La déclaration universelle des droits de l'homme » sur www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/

Dans cette voie, la clé du succès est la connaissance, en évitant de se contenter des clichés. Il est temps pour l'Afrique notamment, de régler ses problèmes et de progresser sur tous les plans, au moyen des prodiges de la science. Chercher et trouver la vérité sur nos problèmes et leurs solutions, c'est la voie obligée, dans la vision de la science comme de la sagesse. « Mon peuple est détruit, parce qu'il lui manque la connaissance », Osée, chapitre 4 verset 6. « Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous affranchira », Jean, chapitre 8 verset 32.

La vérité, c'est que ce n'est pas l'argent qui manque, car l'argent arrive toujours là où règne la confiance. Sur cette évidence, en science, option finance, la confiance, le crédit, l'argent, c'est la même chose. En vérité, le véritable développement est basé sur la confiance. Quand la confiance règne, l'argent va toujours arriver. Quand l'argent manque, c'est que le discrédit agit comme le contraire de la confiance et de la crédibilité ; alors, votre devoir est de reconstituer avant toute chose la confiance en combattant le discrédit jeté sur votre pays, notamment en restaurant la paix, la sécurité, la bonne gouvernance et le bon climat des affaires politiques et économiques.

Le développement est une mission impossible sans la confiance des citoyens et des investisseurs (hommes et femmes) nationaux et internationaux, en relation avec le bon climat des affaires économiques et politiques. Le développement est impossible, sans les récompenses et les punitions adéquates, au mérite, qui permettraient à l'argent du monde entier de couler à flots dans nos pays.

La vérité, c'est qu'il manque souvent en Afrique une classe politique aimant le peuple lui-même plus que le pouvoir et l'argent du peuple collecté (ou à collecter) par l'État. Car le peuple est le seul souverain propriétaire du pouvoir politique et des biens économiques collectés par l'État au nom et pour le compte du peuple souverain. Devant les citoyens, les politiciens se comportent trop souvent à tort comme étant les « chefs » ; alors qu'en réalité, ils

devraient savoir qu'ils ne sont au mieux, normalement, que de potentiels candidats aux élections publiques, ou en cas de succès, les élus du peuple, c'est-à-dire des représentants et des serviteurs, devant leurs souverains que sont les citoyennes et les citoyens. En régime démocratique, les souverains, ce sont les citoyens (hommes et femmes). Mais quand la conscience politique est au niveau zéro de la démocratie, la classe politique se prend pour la crème de la société, du moment que ses membres portent les habits, ors et décors du pouvoir et de l'argent du peuple ; temporairement, dans une vanité toute passagère, que parfois l'on tend à ignorer dans l'illusoire ivresse des honneurs du pouvoir politique qui ne trompe que les faibles d'analyse et d'esprit.

Soixante ans après les indépendances, de nombreux leaders africains continuent de faire la politique « vaille que vaille » (clopinclopant, divaguant cahin-caha, coûte que coûte, tant bien que mal, dans une sorte de vadrouille sans but ni résultat vertueux précis), sans vigoureusement rechercher la performance, se contentant souvent des méthodes vulgaires de la conservation du pouvoir par la corruption multiforme, l'intimidation armée et la manipulation politique de tout ou partie de leur propre peuple pourtant en principe totalement désarmé. Ils continuent de faire la politique à l'ancienne, sans passer à l'utilisation des prodiges de la science tels que les incitations adéquates et le climat de confiance, qui sont les clés immatérielles du véritable développement.

Par incitations, il faut entendre les récompenses et les punitions, à l'image des carottes et des chicotes, directes, indirectes, patentes ou subtiles, au mérite, permettant de modifier les comportements des agents économiques, à travers par exemple la fiscalité, les taux d'intérêt, les taux de change, le niveau des salaires, les prix et rémunérations divers, la rigueur de la loi, l'impartialité, la généralisation des contrôles financiers de bon niveau suivis de sanctions strictement légales, civiques et pécuniaires, suffisamment dissuasives, y compris comme règles, les sanctions de restitution

des produits des détournements de deniers publics à les supposer bien établis et prouvés dans les normes de l'État de droit, fondées sur la présomption d'innocence mais sur la possible interpellation judiciaire sur la base des signes extérieurs d'enrichissement illicite notamment pour ceux qui occupent les fonctions publiques.

Les peuples ne sont jamais foncièrement mauvais ; ils agissent seulement rationnellement en fonction de la qualité des incitations effectives qui les freinent ou les stimulent vers la bonne ou la mauvaise direction. Tout est seulement et toujours le résultat des conceptions et des politiques, incitatives ou non, qui règlent et balisent la marche fructueuse ou non des peuples vers le développement, ou au contraire vers les détournements généralisés de deniers publics, selon la nature et la qualité des incitations mises en œuvre dans la durée.

En somme, le comportement des agents économiques et des peuples finit par devenir la récolte de ce que les dirigeants d'un pays ne cessent de semer, au sujet des incitations bonnes ou mauvaises effectivement déployées dans le pays ; quels que soient les discours. Ne jouent que les incitations mises en œuvre de manière effective sous la forme de politiques économiques visionnaires ou non. Scientifiquement, celui qui de fait instaure l'impunité vis-à-vis des déviances économiques est aussi responsable sinon plus, que celui qui s'adonne aux détournements de deniers publics. Puisque le premier est celui qui tient les ficelles des incitations bonnes ou mauvaises, et le second celui qui réagit et succombe aux tentations dans l'exercice de sa rationalité comportementale. L'impunité incite au vol, en instillant de la rationalité dans le comportement des voleurs ; elle rend inaudible, inopérant et inefficace tout discours contre les détournements de biens publics, dès lors que ceux-ci sont impunis. Ce ne sont pas les agents économiques qui sont fondamentalement dans le tort mais les politiques économiques et civiques qu'il faut savoir apprécier et corriger à temps.

Prenez la gestion des revenus pétroliers par la Norvège : elle est basée sur l'approvisionnement constant d'un fonds d'investissement souverain à partir des recettes pétrolières annuelles en partie épargnées et investies chaque année dans le fonds depuis 1996 (date d'effet). Au bout du compte, cela correspond à l'invention d'un gisement financier artificiel, renouvelable, amplifiable à perpétuité, produisant des revenus financiers en accroissement dynamique sur la longue durée. La recette ou formule du fonds d'investissement souverain permet à un pays de transformer des ressources pétrolières non renouvelables en un gisement financier renouvelable à perpétuité produisant des revenus financiers théoriquement sans fin, et en croissance explosive sinon exponentielle, à la mesure des taux de rendement réalisés dans le temps. En février 2018, l'encours financier du fonds souverain norvégien a atteint 8 128 milliards de couronnes¹⁰, soit 825 milliards d'euros, ou 1 005 milliards de dollars américains, ou pour mémoire en francs CFA 541 164 milliards ; une fortune ou cagnotte financière d'État en perpétuelle croissance, pour une population de 5,2 millions d'habitants (très proche de l'effectif de la population du Congo-Brazzaville). Cette cagnotte sous forme de fonds souverain d'investissement représente 270 % du PIB¹¹ norvégien. Elle est constituée sous la forme d'une épargne qui est aujourd'hui investie dans 9 000 entreprises productives dans 77 pays dans le monde¹². Ainsi, la Norvège a utilisé ses revenus pétroliers (non renouvelables) pour créer un fonds souverain d'investissement appartenant à tout son peuple, et permettant désormais à celui-ci de faire travailler le monde entier en sa faveur. C'est une

10 – Lesechos.fr, 13/02/18, « Le fonds souverain norvégien ».

11 – La Tribune, latribune.fr, « Norvège : le fonds souverain passe les 1.000 milliards de dollars, soit 2,7 fois le PIB », 12/09/2017.

12 – Ces données sont régulièrement mises à jour sur le site officiel du fonds souverain norvégien <https://www.nbim.no/en/>

subtile politique de diversification économique par voie financière qui permet de renforcer la bonne renommée et la richesse de l'État, du pays, et du peuple tout entier. Cette solution passe par l'emploi des techniques et des prodiges de la finance plutôt que par les banalités des pratiques budgétaires des gouvernements boulimiques, peu visionnaires et peu stratèges. L'enrichissement financier perpétuel de la Norvège a atteint un point de non-retour et ne peut plus être arrêté. La Norvège a réussi à domestiquer le temps et à en faire son ouvrier dans son enrichissement financier. Car le temps, puissant paramètre dans la formule de calcul des intérêts ou rendements financiers, est devenu un facteur de production des revenus qui enrichissent chaque année la Norvège.

Examinez ensuite, au contraire, la même gestion des ressources pétrolières au Congo-Brazzaville. Ici, on se sert de ces ressources pétrolières exceptionnelles non renouvelables pour justifier, nourrir, faciliter, garantir et amplifier un endettement permanent, y compris par des préfinancements pétroliers en nombre de cargaisons vendues avec empressement à l'avance à des prix défavorables et de lourdes commissions servies aux intermédiaires dans un capharnaüm de conflits d'intérêts étourdissants. Puis, les moyens ainsi collectés (au titre des revenus pétroliers courants et des préfinancements pétroliers) servent à réaliser, relativement avec boulimie, des projets qui sont pour certains très utiles et déterminants comme les ponts, les routes, les barrages hydroélectriques et des bâtiments manquants ; d'autres moins urgents ; mais tous en général très surfaturés, sans rendement financier ni social prouvé sur longue durée, sans lendemain puisque sans budget d'entretien ; sans compter ceux des projets qui ne verront jamais le jour pour avoir pris la forme complète de détournements de fonds publics définitifs, dans un contexte d'impunité publique généralisée. Le pays a bel et bien tenté une expérience de placements des excédents pétroliers sous la forme de fonds de stabilisation et de fonds pour les générations futures auprès de la banque centrale, consultables dans

les comptes de la Banque centrale BEAC régulièrement publiés en ligne (Internet). De même, des fonds moins transparents de garantie en Chine pour le financement des projets. Mais la chute brutale des cours du pétrole à partir de 2014 a conduit le gouvernement à procéder à des retraits progressifs massifs pour combler le financement des projets notamment ceux relevant du programme élargi de la municipalisation accélérée engagé durant la période, en plus des ressources d'endettement.

Selon le FMI, en juillet 2017, la dette du Congo s'élèverait à 9,14 milliards de dollars, soit un taux d'endettement de 110 % du PIB¹³. Ce taux est rehaussé à **117 % du PIB au mois d'août, et à 127 % du PIB à fin décembre 2017, selon l'agence Moody's**¹⁴

¹⁴. Ainsi, non seulement on épuise les recettes pétrolières, mais on dépense d'avance les recettes futures par les techniques du préfinancement. Aussi, la gestion des ressources pétrolières par le gouvernement congolais est marquée par l'accumulation permanente d'une dette en partie gagée sur le pétrole. Cette formule de gestion publique correspond à la transformation déplorable d'une chance fournie par la nature sous la forme de gisements pétroliers, en un gâchis (la malédiction supposée du pétrole selon certains analystes) par suite de choix politiques ayant notamment engendré une dette insoutenable, au lieu d'une cagnotte à la norvégienne sous la forme d'un fonds souverain d'investissement correspondant à une forme subtile de diversification économique et financière et de création de gisements financiers comme nouvelles fontaines de revenus non pétroliers.

Consommer chaque année les revenus pétroliers non renouvelables, sans prévoir un fonds souverain d'investissement, est en

13 – <https://afrique.latribune.fr/economie/budget-fiscalite/2018-04-23/congo-un-accord-sous-conditions-drastringues-avec-le-fmi-776324.html>

14 – Jeune Afrique, 13 avril 2018, Congo-Brazzaville : le FMI au chevet de la dette congolaise, <http://www.jeuneafrique.com/551306/economie/congo-brazzaville-le-fmi-au-chevet-de-la-dette-congolaise/>

principe aussi imprudent pour un pays que, pour un travailleur, consommer tout le temps tout son salaire sans cotiser ni épargner (même forcé par la loi) pour ses futurs revenus ou pensions de retraite. Tout comme un paysan qui consommerait tous les grains de sa récolte, sans mettre de côté une quantité en réserve pour la semence. Cet investissement sous forme de fonds souverain est à constituer avec constance et rigueur, sans tout casser dès qu'apparaissent des moments difficiles au plan de la conjoncture.

La dette permanente à des conditions peu maîtrisées agit comme un fardeau très lourd placé sur le dos pourtant encore bien fragile d'un pays qui entend se relever pour progresser dans sa marche vers le développement. Au contraire, le fonds d'investissement a ceci de précieux qu'il permet, non seulement de créer des revenus supplémentaires renouvelables à perpétuité, mais aussi d'améliorer la qualité de la dépense publique, par ce qu'il s'agit d'une dépense uniquement financière, transparente, cumulative, facilement traçable en comptabilité budgétaire et financière, sans surfacturation ni corruption ni conflits d'intérêts dans son exécution budgétaire sous la forme de simples virements bancaires si l'on veut.

Dans l'état actuel du pays, la seule façon qui reste au gouvernement congolais de faire preuve d'amour du peuple et d'intelligence stratégique est de se rendre compte qu'il n'y a pas d'autre choix que d'engager une rupture vigoureuse et ingénieuse, capable de corriger à temps cette situation tout à fait intenable. Sinon l'endettement et l'appauvrissement engendrés par la mauvaise qualité de la gestion publique ne peuvent être arrêtés, sous l'effet des conflits d'intérêts privés, des détournements de deniers publics à grande échelle et du poids surdimensionné des charges d'intérêts composés ; celles-ci augmentant sans cesse la dette publique de manière explosive dans le temps.

Il n'est pas trop tard. Pas du tout. Le Congo n'est pas en faillite structurelle. La crise est presque artificielle, superficielle et réversible en fonction des choix et décisions politiques réversibles. Sans

se contenter des clichés parfois malveillants vis-à-vis du gouvernement l'accusant d'avoir créé la banqueroute du pays. Mais, il est absolument urgent de s'approprier les bonnes pratiques de gouvernance budgétaire et les bonnes politiques économiques et sociales, afin de faire un virage vers l'amélioration du climat des affaires et la constitution d'un fonds souverain d'investissement en tant qu'une des premières formes de la diversification économique et financière applicables aux pays pétroliers.

Implanter en politique l'amour du peuple manifesté par une meilleure gestion des intérêts du peuple sous la forme d'une bonne gestion de l'État (celui qui gère mal l'État ne peut se prévaloir d'un grand amour pour son peuple) ; puis les incitations (punitives et récompenses) adéquates en faveur des agents économiques sans exclusive, et en faveur de la compétitivité, de l'attractivité et de la crédibilité du pays pour l'amélioration sans concession du climat des affaires et du climat de confiance en politique ; enfin, la mobilisation concomitante des prodiges de la science. Voilà les authentiques marques de la politique de rupture contre les pratiques désastreuses ayant engendré les défaites permanentes du passé, dans de nombreux pays d'Afrique.

La meilleure façon d'implanter l'amour du peuple en économie est de passer à une culture de la richesse pour tous. Un nouveau droit reste à concevoir et à réaliser : le droit à la richesse pour tous les citoyens ; le seul droit pouvant fondamentalement permettre d'éliminer la pauvreté et les inégalités de richesse.

Pour savoir comment réaliser la richesse pour tous, le concept correspondant s'appelle *l'infinitique inclusive*¹⁵, qui veut dire l'inclusion économique et sociale sans limite, ou la richesse pour tous les citoyens. L'infinitique inclusive se définit comme une nouvelle politique économique et financière montrant comment le

15 – Ngassiki, Daniel, *L'économie aux canons de l'infinitique inclusive*, Editions Karthala, Paris, 2016.

gouvernement peut réaliser la richesse pour tous les citoyennes et citoyens, démocratiquement, rapidement, sans préjudice pour les riches, sans condition individuelle, ni quelconque exclusion, ni limitation de la population cible, et hors budget de l'État ; c'est-à-dire, sans passer par la fiscalité ni par les dépenses publiques en faveur des pauvres. Il ne s'agit pas d'une politique de redistribution fiscale budgétivore, mais bien au contraire, une nouvelle politique non fiscale de justice sociale en économie de marché, reposant sur une version modifiée, améliorée et non budgétivore de l'État-providence au ^{xxi}^e siècle. L'infini inclusive s'établit dans le contexte d'une bonne gestion de l'État tournant le dos aux déficits publics et visant au contraire une valeur financière de l'État tendant à l'infini, au fondement de l'infini inclusive.

Précisément, l'infini inclusive est une politique économique et sociale de nouvelle génération mobilisant les prodiges de la finance comme science ; consistant pour le gouvernement, d'une part, à proclamer par la loi que l'État est, sur le plan financier, une entreprise appartenant à tous les citoyens ; puis, d'autre part, à gérer l'État pour lui faire atteindre, en évaluation financière mathématique, une valeur financière immense tendant à l'infini, mathématiquement distribuable sans limite quantitative, pour devenir en littérature assimilable au pain de Jésus dans le miracle biblique de la multiplication des pains ; c'est-à-dire une manne inépuisable à la distribution en faveur de la masse des citoyens, hommes, femmes et enfants sans distinction ni quelconque exclusion.

L'infini inclusive montre aux politiciens comment le gouvernement peut réaliser scientifiquement, concrètement et rapidement la richesse pour tous les citoyens en étant guidé par la finance comme science, les qualités de l'infini mathématique et le miracle biblique de la multiplication des pains ; cela, en passant par une loi souveraine proclamant que l'État appartient à tous les citoyennes et citoyens en qualité d'actionnaires primaires. Des propriétaires primaires appelé(e)s à recevoir de manière effec-

tive les actions de l'État privées du droit de vote (pour protéger la souveraineté nationale) ; à leur émission ; en soumettant par la suite l'État à une bonne gestion. Tout ceci, dans le but d'attribuer à tous les citoyennes et citoyens le même statut économique que celui des riches actionnaires des entreprises du secteur privé. L'infinitique inclusive est fondée sur l'hypothèse et le fait que la propriété du capital¹⁶ constitue le principal vrai secret des riches – cause, effet et graal de la richesse – dont les pauvres sont à ce jour exclus, en l'absence de lois favorables à la richesse pour tous, au sens de l'affranchissement ou de l'émancipation de tous les citoyennes et citoyens vis-à-vis des goulots, des trappes, des misères, des chaînes et des boulets matériels et immatériels de la pauvreté et des inégalités de masse attachées à la trop mauvaise répartition de la propriété privée du capital. Être propriétaire en capital financier (ou équivalent) est un statut social auquel les pauvres doivent accéder de même que les esclaves au statut d'hommes libres par l'acquisition souveraine (par la loi) du droit à la liberté. Le droit souverain aux actions de l'État comme titres de propriété est à réaliser de la même manière (par loi souveraine) que le droit souverain au bulletin de vote démocratique. Il ne suffit pas de distribuer du « pognon de dingue » sous forme de minima sociaux souvent sans efficacité contre la pauvreté (Emmanuel

16 – C'est une des hypothèses de base du marxisme qui en tire des conséquences politiques à l'opposé de nos propos et de nos propositions consistant en résumé à dire « devenons tous de riches propriétaires d'actifs en capital financier notamment créés et distribués par le gouvernement sous la forme des actions de l'Etat privées du droit de vote » ; tandis que le marxisme appelle à l'abolition de la propriété privée du capital. Les enquêtes de l'INSEE (en France) sur le patrimoine des ménages désormais menées tous les trois ans montrent que la source la plus déterminante du patrimoine, c'est l'héritage (donc le capital déjà acquis, non pas le mérite individuel intrinsèque).

Macron¹⁷) ; il faudrait trouver mieux : le gouvernement devrait créer par la loi et distribuer hors budget les actions (neuves) de l'État à tous les citoyennes et citoyens. Sans besoin de dépenser du « pognon dingue » sur budget de l'État.

Il y a des statistiques cruelles que les citoyens ordinaires ignorent au titre des inégalités et que les solutions homéopathiques traditionnelles (type minima sociaux) ne peuvent combattre efficacement, dans les pays développés, bien plus encore, dans les pays en développement.

À titre d'illustration, en France, compte tenu de la disponibilité des données, selon l'Insee « *entre 1998 et 2015, le patrimoine [des ménages] double, mais diminue de 20 % pour les moins dotés... Les inégalités de patrimoine ont augmenté entre 1998 et 2015, même si elles baissent légèrement depuis 2010. Le patrimoine financier et immobilier moyen a augmenté entre 1998 et 2015 pour l'ensemble de la distribution sauf pour les 20 % des ménages les moins dotés. Les 70 % des ménages les mieux dotés ont bénéficié de la forte valorisation du patrimoine immobilier (+ 133 % en euros courants) sur la période, surtout entre 1998 et 2010. De même, le patrimoine financier a augmenté de 75 % entre 1998 et 2015, essentiellement durant la période 2004-2010, profitant à tous sauf aux 20 % des ménages les moins dotés qui détiennent presque uniquement des comptes courants et livrets d'épargne réglementée... Il existe une forte corrélation entre le fait d'avoir un haut niveau de revenu et un patrimoine élevé* » (Insee¹⁸).

Même quand les choses s'améliorent globalement en matière d'enrichissement, elles empiront quand même, pour le plus

17 – Les Echos : « Macron critique « le pognon de dingue » dépensé dans les aides sociales sans efficacité » : <https://www.lesechos.fr/economie-france/social/0301815138433-macron-denonce-le-pognon-de-dingue-depense-dans-les-aides-sociales-2183661.php> (consulté le 21/06/2018).

18 – Insee : *Les revenus et le patrimoine des ménages*, édition 2018, p.54 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3549485?sommaire=3549502> (consulté le 16 juin 2018).